

ILS ONT ÉCOULÉ 150 000 TONNES DE CIMENT DANS LES CIRCUITS PARALLÈLES

Les directeurs de deux sociétés publiques sous les verrous

Le directeur de la Sodimco (Société de distribution des matériaux de construction) blanchissait l'argent des commissions qu'il touchait dans ce trafic à travers une société de transport et une agence de location de voitures établies en France. Cinquante-quatre personnes ont été entendues par les enquêteurs de la section de recherche de la Gendarmerie nationale d'Alger dans le cadre de cette affaire.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir)
- En plus des responsables de ces sociétés publiques de distribution du ciment – établies à El Harrach dans la wilaya d'Alger –, les chefs des services commerciaux des deux sociétés, six intermédiaires, des prête-noms et témoins ont été entendus.

Le réseau procède de manière si simple qu'elle trahissait les plus clairvoyants. Tout paraissait réglementaire du moment qu'aucun trou n'a été constaté dans la comptabilité des deux sociétés.

Les responsables de ces sociétés, qui s'approvisionnaient à partir des cimenteries du Centre à hauteur de 3 000 tonnes par mois chacune, détournait

cette quantité de ciment au profit des intermédiaires qui, à leur tour, l'écoulaient au marché noir. Ainsi, les dépôts des sociétés ne recevaient pratiquement que 20 tonnes par mois. Le reste alimentait le marché parallèle.

Les intermédiaires utilisaient dans ce trafic macabre des prête-noms. Des chômeurs recrutés dans leur totalité à Médéa. Les intermédiaires leur donnaient au début 12 à 19 millions de centimes en contrepartie d'un registre du commerce et 10 000 à 20 000 DA à chaque opération.

Plutôt de l'argent de poche qui leur permet certainement de régler l'ardoise de plusieurs milliards de centimes chacun que



Photo : DR

Les circuits parallèles ont la mainmise sur le marché du ciment.

les spéculateurs qui les utilisaient leur ont laissés chez l'administration fiscale.

Les investigations des gendarmes ayant duré près de deux ans ont conduit à la découverte

d'autres activités suspectes de l'un des directeurs des sociétés publiques de distribution de ciment. Pour blanchir l'argent sale gagné dans ce trafic, il achetait des devises auprès d'émigrés

algériens. Ces derniers lui procuraient de l'euro en France qu'il payait ici en Algérie, en dinars. L'autre société au cœur de trafic est CMC qui activait dans le même créneau que la première.

Les quantités écoulées par le réseau durant la seule période des investigations s'élèvent à hauteur de 150 000 tonnes pour une valeur de plusieurs centaines de millions d'euros.

Les inculpés, soit cinq responsables des deux distributeurs publics, six intermédiaires, 24 jeunes chômeurs prêtant leurs noms, devront répondre des chefs d'inculpation suivants : abus de fonction, mauvaise gestion, constitution d'association de malfaiteurs pour les premiers, fraude fiscale, spéculation pour les autres.

L'un des spéculateurs demeure en fuite, les autres ainsi que les responsables ont été placés sous mandat de dépôt.

L. H.

TRIPARTITE

Les retraités, ces laissés-pour-compte

A l'approche de la tripartite, réunissant le gouvernement, le syndicat UGTA et les patrons des entreprises publiques et privées, prévue pour le 29 du mois en cours, les retraités dont le dossier sera examiné lors de cette rencontre, commencent à espérer des jours meilleurs. Cela même si certains affichent toujours leur scepticisme quant à une véritable amélioration de leur situation de laissés-pour-compte.

A Annaba, la majorité des retraités que nous avons rencontrés insistent sur ce qualificatif, estimant que les salaires de ceux qui sont encore actifs ont été substantiellement augmentés, des augmentations allant jusqu'à 100% avec effet rétroactif sur plusieurs années se chiffrant à des dizaines de millions de centimes.

Cette frange de la société souffre en silence au crépuscule de sa vie. Et pour cause, non seulement elle est âgée et souvent atteinte par de nombreuses pathologies (asthme, hypertension artérielle, diabète, arthrose...), mais elle n'a plus de moyens de pression sur les pouvoirs publics (grèves) pour appuyer ses revendications légitimes.

Ami Ahmed, enseignant parti à la retraite en 2006, après 37 ans de bons et loyaux services, est l'exemple type de ces laissés-pour-compte.

Il s'explique : «parti à la retraite en septembre 2006, la pension qui m'a été attribuée dépassait à peine les 18 000 DA. Avec les revalorisations annuelles, celle-ci atteint aujourd'hui 22 000 DA et des poussières.

La pension d'un collègue retraité en 2011, représente presque le double de la mienne.

«Je ne suis pas contre le fait qu'il soit mieux rétribué que moi», tient à souligner celui qui a formé des générations d'élèves devenus aujourd'hui, pour la plupart, des cadres dont des médecins, pro-

fesseurs et ingénieurs. «Au contraire, je sais que la valeur de sa pension reste toujours faible

pour une vie décente devant la spirale des augmentations des produits de large consommation.»

Maudissant l'inflation galopante qui grignote chaque mois un peu plus sa pension, ammi Ahmed, dont la tristesse et le dépit sont visibles dans ses yeux et à travers les mots chargés d'émotion qui sortent de sa bouche,

affirme qu'il n'arrive à boucler les fins de mois que grâce à l'aide de l'un de ses enfants qui n'est pas dans le besoin.

«Il me paye les factures d'électricité, d'eau et quelques autres dépenses que je ne peux supporter seul.»

A la faveur de la tenue de la tripartite, Ami Ahmed et ses infortunés

semblables gardent l'espoir dans les membres de celle-ci de corriger une hogra afin d'améliorer quelque peu leurs pensions qui, faute de leur rendre totalement justice, leur permettra de se mettre à l'abri des vicissitudes pour les dernières années qui leur restent à vivre.

A. Bouacha

L'OPÉRATION DE TIRAGE AU SORT POUR L'ÉRADICATION DES BIDONVILLES DONNE DU FIL À RETORDRE AUX ORGANISATEURS À CONSTANTINE

Plusieurs foyers de tension signalés

La sérénité qui a marqué jusque-là les opérations de tirage au sort pour le relogement de 8 655 familles habitant 65 bidonvilles, éparpillés à travers le territoire de la daïra de Constantine, s'est détériorée à la faveur d'apparitions simultanées, hier, de plusieurs foyers de tension.

Et pour cause, après deux semaines du lancement de l'opération, plusieurs mouvements de protestation, d'inquiétude et d'impatience de certains candidats, a perturbé la quiétude «retrouvée» depuis le mois du Ramadan à Constantine.

Avec les «mécontents» écartés des listes des bénéficiaires, puisque attributaires de logements précédemment, les impatients qui veulent s'assurer de la disponibilité de logements, les résidents contestant «l'intégrité de certains comités de quartier» et surtout les dizaines de « fraudeurs et d'opportunistes » sans scrupules qui jouent aux trouble-fêtes, la commission de distribution des logements aura, certainement du fil à retordre.

En effet, rien qu'hier, trois mouvements de protestation ayant tous trait au logement ont été signalés à travers la daïra de Constantine. Les protestataires

réclamaient, entre autres, «plus d'informations, notamment des éclaircissements sur les raisons ayant conduit à leur exclusion des listes des bénéficiaires de logements sociaux» Aussi, des dizaines d'habitants d'un bidonville implanté au quartier du 4^e km (route de Batna), ayant fait lundi l'objet d'une opération de tirage au sort, ont fermé, hier, durant pratiquement toute la matinée, la route pour protester contre leur exclusion.

Barricadée par des pierres, des barres de ferraille et autres objets hétéroclites par les protestataires, la route ne sera libérée qu'après que ces derniers eurent reçu des assurances de la part d'un représentant du chef de daïra que leurs doléances seront prises en charge par la commission de recours.

A l'origine du soulèvement, des habitants dudit bidonville, «l'exclusion d'une vingtaine de familles» de l'opération du tirage au sort

concernant ce site. Selon les dires d'un habitant du bidonville, écarté de la liste de bénéficiaires, «seules 42 familles sur les 62 ont été destinataires de notifications de recasement.»

Et un homme âgé résidant sur le site depuis 1956 selon ses dires, de remettre en cause «l'intégrité des membres du comité de quartier» responsables, selon lui, de «leur exclusion arbitraire et incompréhensible». La cité n'a retrouvé un semblant de calme qu'en début d'après-midi.

Au chef-lieu de daïra aussi, des centaines de personnes qui se présentent comme étant «les exclues» ou «les oubliées» de l'opération du tirage au sort ayant touché jusqu'à lundi 6 800 familles occupant 28 sites ont pris d'assaut le siège de la daïra de Constantine.

Elles réclamaient «des explications concernant leur sort après avoir été écartées ou oubliées». Cela dit, la disponibilité du premier responsable de la daïra qui n'a cessé, rappelons-le, d'appeler au calme, étant donné que la voie des recours est ouverte à qui de droit, a permis d'apaiser un tant soit peu

les esprits des protestataires. De leur côté, les prétendants au logement social, dont certains sont dans l'expectative depuis plusieurs années n'ont pas manqué de manifester à cette occasion leurs «inquiétude et impatience». Une façon pour eux, disent-ils «de rappeler aux autorités leurs cas, notamment de les presser à libérer le quota de 1 000 logements sociaux destinés à la daïra de Constantine».

Aussi, les exclus des opérations de recasement parmi les ex-résidents des cités de l'avenue de Roumanie, la cité Boudiaf (Mandela) et Bardo sont revenus à la charge, encore une fois, hier, pour réclamer «une prise en charge réelle et effective de leur situation».

Et notamment, indique-t-on, «rappeler au premier responsable de la ville les promesses qu'il avait données quant à une régularisation de leur situation». Des jeunes parmi les ex-habitants de ces cités n'excluent pas de squatter de nouveau des appartements si aucune solution sérieuse n'est dégagée dans les jours à venir.

Farid Benzaid